

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 30/002/2009 – ÉFAI

2 avril 2009

AU 92/09

Craintes pour la sécurité / Manoeuvres d'intimidation

GUINÉE-BISSAU

**Luís Vaz Martins (h), avocat et défenseur des droits humains  
ainsi que les autres membres de la Ligue guinéenne de défense des droits humains**

---

Luís Vaz Martins, avocat et président de la Ligue guinéenne de défense des droits humains (LGDH), a été menacé par un homme armé après avoir ouvertement condamné l'arrestation et les actes de torture subis par l'éminent juriste Pedro Infanda, ainsi que l'agression dont a été victime Francisco José Fadul, ancien Premier ministre et actuellement président d'un tribunal. À la suite de ces menaces, Luís Vaz Martins et d'autres membres de la LGDH, inquiets pour leur sécurité, ont pris des précautions, notamment en modifiant leurs activités habituelles.

Le 1<sup>er</sup> avril dans l'après-midi, un homme armé en civil s'est rendu dans les locaux de la LGDH ; il cherchait Luís Vaz, absent à ce moment-là. Il aurait demandé son adresse personnelle et déclaré vouloir le tuer parce que la LGDH était « *trop bavarde* ».

Cet événement fait suite à l'arrestation et aux actes de torture qu'a subis Pedro Infanda et à l'agression de Francisco José Fadul par des militaires. Ce dernier avait donné une conférence de presse le 30 mars, au cours de laquelle il avait appelé le gouvernement à tenir l'armée pour responsable de corruption et d'autres crimes. Selon certaines informations, il a été passé à tabac le 1<sup>er</sup> avril à l'aube par quatre militaires qui l'ont frappé à coups de crosse de fusil et lui on dit qu'il était « *trop bavard* », faisant référence à son appel pour que l'armée soient amenée à répondre de ses actes. Il a été blessé sur l'ensemble du corps, y compris à la tête, et a reçu un coup de couteau au bras.

Pedro Infanda, avocat de renom, a été arrêté arbitrairement le 23 mars par des représentants de l'armée après avoir tenu une conférence de presse dans son cabinet, pendant laquelle il s'est exprimé au nom de son client, Jose Americo Bubo Na Tchute, ancien chef de la marine de Guinée-Bissau. Lors de cette conférence de presse, Pedro Infanda avait dit que son client considérait que le chef d'état major des forces armées nouvellement nommé n'avait pas les compétences requises pour son poste. Pedro Infanda a été arrêté à son bureau et conduit au quartier militaire de Bissau, où il a été torturé et violemment battu avec des objets en bois pendant quatre jours. Il n'a pas été autorisé à recevoir de soins médicaux ni à entrer en contact avec sa famille ou un avocat. Il a le corps couvert d'ecchymoses.

Pedro Infanda et Francisco José Fadul sont tous deux actuellement en soins intensifs à l'hôpital national Simão Mendes, à Bissau.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

La Guinée-Bissau est un pays au passé ponctué de coups d'État et de soulèvements militaires. Depuis 2000, trois chefs d'état-major des forces armées ainsi que d'autres militaires de haut rang ont été assassinés par des soldats. Les responsables présumés de ces homicides n'ont pas été déférés à la justice.

En 2007, quatre journalistes et un défenseur des droits humains, craignant d'être arrêtés et torturés, se sont réfugiés dans la clandestinité après avoir fait un reportage sur l'implication de hauts responsables militaires dans le trafic de stupéfiants en plein essor.

Le contre-amiral Jose Americo Bubo Na Tchute a été accusé d'avoir été à la tête d'une tentative de coup d'État menée le 6 août 2008 contre le président Bernardo João Vieira (aujourd'hui décédé). Il aurait échappé à un placement en résidence surveillée avant de fuir en Gambie par la mer.

Le 1<sup>er</sup> mars 2009, le chef d'état major des forces armées, le général Batista Tagme Na Waie, a été tué par l'explosion d'une bombe dans son bureau, au siège des forces armées, à Bissau. Quelques heures après, le 2 mars à l'aube, lors de ce qui semblait être une opération de repréailles, des soldats ont tué le président João Bernardo Vieira, qu'ils soupçonnaient d'être responsable de la mort du général Tagme Na Waie. L'armée s'est engagée à respecter la Constitution et un nouveau chef d'état-major des forces armées a été nommé. Conformément à la Constitution, le président de l'Assemblée nationale assume une présidence intérimaire jusqu'à la tenue d'une nouvelle élection présidentielle, qui devrait avoir lieu au début du mois de juin au plus tard.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Luís Vaz Martins et des autres membres de la Ligue guinéenne de défense des droits humains en raison des menaces que cet homme a reçues le 1<sup>er</sup> avril 2009 ;
- exhortez les autorités à assurer la sécurité et la protection de Luís Vaz Martins et des autres défenseurs des droits humains en Guinée-Bissau ;
- priez-les d'enquêter sur ces menaces et de traduire en justice, dans le cadre d'un procès équitable, les responsables présumés de ces agissements ;
- engagez les autorités à veiller au respect du droit à la liberté d'expression et des droits des défenseurs des droits humains ;
- exhortez-les à prendre des mesures efficaces afin que tous les fonctionnaires, y compris les militaires, reconnaissent la légitimité de l'action des défenseurs des droits humains et s'abstiennent de toute forme de torture ou d'autres mauvais traitements à l'encontre de personnes en raison de leurs critiques envers l'armée.

**APPELS À :**

Ministre de l'Intérieur :

Excelência Comandante Lúcio Soares

Ministério do Interior

Avenida da Unidade Africana

Bissau

République de Guinée-Bissau

**Fax : + 245 20 1671**

**Formule d'appel : Excelência, / Monsieur le Ministre,**

Procureur général :

Excelência Luís Manuel Cabral

Procurador Geral da República

Procuradoria Geral

Avenida Amílcar Cabral

Bissau

République de Guinée-Bissau

**Fax : +245 20 39 24**

**Formule d'appel : Excelência, / Monsieur le Procureur,**

Premier ministre :

Excelência Carlos Gomes Júnior

Gabinete do Primeiro Ministro

Palácio do Governo

Praça dos Heróis Nacionais

Bissau

République de Guinée-Bissau

**Fax : +245 20 1671/ 201676**

**Formule d'appel :**        *Excelência, / Monsieur le Premier ministre,*

**COPIES À :**

Chef d'État major général des forces armées :

Excelentíssimo Sr. Comandante de Fragata José Zamora Induta

Chefe do Estado Maior Geral das Forças Armadas

Quartel do Estado Maior Geral das Forças Armadas

Bissau

République de Guinée-Bissau

**Formule d'appel :**        *Excelentíssimo Sr. / Excellence,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Guinée-Bissau dans votre pays.

Si vous vivez dans un État membre de l'Union européenne, veuillez adresser une copie de vos appels à l'ambassade de votre pays en Guinée-Bissau, en demandant à l'Union européenne d'intervenir pour soutenir ces défenseurs des droits humains, conformément aux Orientations de l'UE concernant les défenseurs des droits de l'homme.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 14 MAI 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**